

Questions orales

Il y a dix ans, nous consacrons environ un neuvième de nos recettes au service de la dette. Aujourd'hui, nous en sommes à un tiers. La dette nationale est passée de 18 milliards à 190 milliards de dollars, et nous risquons de nous retrouver avec un déficit de 400 milliards si nous continuons dans la même voie. Que deviendraient les personnes âgées si le gouvernement était obligé de consacrer 40 à 50 p. 100 de ses recettes au service de la dette? C'est le triste héritage que nous a laissé le parti libéral. Tout le monde sait que nous devons nous attaquer dès maintenant au problème de la dette, à commencer par les personnes âgées auxquelles nous devons tant.

Nous avons l'intention d'agir de manière à réduire l'inflation et à la maintenir au niveau le plus bas possible. Nous pourrions ainsi créer des emplois et relancer l'économie, de sorte que nous pourrions faire davantage pour les personnes âgées et d'autres citoyens, car les personnes du troisième âge ont droit à tout ce qu'un pays reconnaissant peut leur donner.

Des voix: Bravo!

* * *

L'EMPLOI**LA STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT DU MARCHÉ DU TRAVAIL**

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, le premier ministre ne tenait pas le même langage pendant la campagne électorale quand il parlait du déficit ou des personnes âgées.

Des voix: Bravo!

M. Turner (Vancouver Quadra): Le fait est qu'il a manqué à une autre de ses promesses.

Le premier ministre et le ministre des Finances ont défendu le budget en disant aux personnes âgées les plus pauvres qu'elles devaient se serrer la ceinture pour permettre au gouvernement de lancer une nouvelle stratégie ambitieuse de création d'emplois.

J'ai en main un document secret intitulé «Communications Plan—Labour Market Development Strategy». Le but de ce plan est d'annoncer une stratégie de création d'emplois le 18 juin. Apparemment, le gouvernement se propose de mettre en œuvre six programmes. Ce document a été signé il y a trois jours par le sous-ministre de l'Emploi et de l'Immigration, lequel a déclaré qu'il fallait faire preuve de prudence parce que ces programmes—je reprends ses propres paroles, monsieur le Président—«ressemblent énormément aux anciens».

Dans le budget, le gouvernement . . .

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît. Ce préambule est particulièrement long. Le très honorable chef de l'opposition a-t-il une question?

M. Turner (Vancouver Quadra): Oui, monsieur, et j'espère que, par souci d'équité, vous traiterez la réponse à cette question de la même manière.

Des voix: Oh, oh!

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Excusez-vous!

Des voix: Bravo!

M. Turner (Vancouver Quadra): Pourquoi le budget promet-il toute une série de nouveaux programmes de création d'emplois, alors que le sous-ministre déclare dans le document qu'il faut s'efforcer de les enjoliver parce que ce sont toujours les mêmes programmes?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je n'ai pas vu le document auquel mon très honorable ami fait allusion. Néanmoins, je peux lui affirmer qu'il y a en tout cas une chose que nous n'avons pas besoin d'enjoliver, parce qu'elle ne ressemble d'aucune façon à ce que nous avons connu auparavant; c'est la création de 201,000 nouveaux emplois depuis notre arrivée au pouvoir.

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: . . . dont les 89,000 nouveaux emplois qui ont été créés en avril et qui représentent un record mensuel pour le Canada depuis presque cinq ans. C'est tout nouveau par rapport à ce que faisaient les libéraux. Ce sont des résultats remarquables qui marquent les débuts du retour à une période de prospérité stable au Canada.

Des voix: Bravo!

● (1420)

LES PROPOSITIONS BUDGÉTAIRES

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, ce document montre clairement que le gouvernement conservateur continue à vivre sur l'élan des anciens programmes libéraux et, qui plus est, ce document est consacré à des emplois qui dureront seulement 16 semaines. Dans le budget, le ministre des Finances et le premier ministre parlaient d'une stratégie à long terme du secteur privé. Pourquoi cette stratégie est-elle en contradiction avec le document que la ministre de l'Emploi et de l'Immigration va déposer d'ici une semaine environ? Quel vide extraordinaire révélé par le propre document de la ministre dans cette philosophie claironnée dans le budget!

L'hon. Flora MacDonald (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, je suis enchantée que le député ait fini par admettre qu'une nouvelle stratégie du marché du travail est enfin apparue. Qu'il me permette de lui dire que le tout premier programme qui en découlera est Défi 85, programme qui s'adresse aux jeunes ou aux étudiants cet été. Soixante-sept mille jeunes ont déjà pu bénéficier de ce programme jusqu'à présent, contre les 50,000 qui n'avaient pas d'emploi lié à leur carrière l'été dernier; 67,000 contre 50,000.

Des voix: Bravo!

Mlle MacDonald: Je puis aussi dire au député que cette stratégie du marché du travail met en œuvre quelque chose que le gouvernement précédent n'a jamais réalisé, à savoir un financement pluriannuel de la stratégie du marché du travail.

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît.